



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
507/jpr/eh

Arrêté du 15 mai 2024 portant mise en demeure à la société PAPETERIES DU RHIN de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à ILLZACH

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à Autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant autorisation à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la société PAPETERIES DU RHIN à Illzach (68313), en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU le rapport du 28 mars 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 12 mars 2024 ;

Considérant que l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé dispose que l'exploitant tient à jour le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation ;

Considérant qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées lors de la visite du 12 mars 2024 que le plan des réseaux n'était pas à jour et ne comportait pas l'ensemble des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie et des dispositifs de déclenchement et d'obturation ;

Considérant que l'article 7.3.2 alinéa 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 susvisé dispose que «*Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...] leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.[...]*» ;

Considérant qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées lors de la visite du 12 mars 2024 que l'exploitant ne disposait pas d'une procédure d'isolement des réseaux en cas d'incendie, afin de confiner les eaux d'extinction ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société PAPETERIES DU RHIN, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé RUE HENRY DE CROUSAZ à Illzach (68313), est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Illzach (68313).

Article 2 : **Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé :

"[...] L'exploitant tient à jour les documents suivants :[...] le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...]"

Article 3 : **Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.3.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 28 août 2019 susvisé :

"Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...]. leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. [...]"

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg peut être saisi par voie de recours formé contre cette décision et ce dans les 2 mois à partir de sa notification.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 15 mai 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT